Compte rendu de séance

Séance du 24 Novembre 2017

L' an 2017 et le 24 Novembre à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s' est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, Mairie sous la présidence de CHEREAU Jean-Pierre Maire

Présents : M. CHEREAU Jean-Pierre, Mme TROTIN Monique, M. GODREAU Bruno, M. RICHARD Jean-Yves, Mme SINNAEVE Emilie, Mme BINARD Lydie, Mme LEROY Edith, M. DESSERT Jean-Claude, M. COCHONNEAU Claude, M. GENDRON Bernard

Excusé(s) ayant donné procuration : M. DAUDIN Francis à M. GODREAU Bruno, Mme BARRIER Valérie à M. DESSERT Jean-Claude, M. HARDY Yannick à Mme LEROY Edith, Mme TROTIN NÉE MARIAUD Patricia à Mme TROTIN Monique, Mme JOUIN Nicole à M. COCHONNEAU Claude
Mme BINARD Lydie départ à 21h27

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 9

Date de la convocation : 17/11/2017

Date d'affichage : 17/11/2017

A été nommé(e) secrétaire : Mme SINNAEVE Emilie

Objet(s) des délibérations

SOMMAIRE

- Eclairage Public - coupure de l'éclairage public une partie de la nuit - 2017/137
- Taxe d'aménagement - 2017/138
- Exonération de la Taxe d'Aménagement Communale - 2017/139
- Pacte sur la Ruralité - 2017/140
- Etude de faisabilité pour l'aménagement d'un EcoQuartier - 2017/141
- Offre de terrain - 2017/142
- Salle communale - convention avec Mme Lagneau - 2017/143
- Personnel communal - Création d'une prime pour le personnel qui joue le rôle de tuteurs - 2017/144
- Désignation des représentants - Mr Godreau pour la commission Tourisme de la Communauté Commune - 2017/145
- Eclairage Public - TEPCV - 2017/146
- Intercommunalité - Modifications des statuts de la Communauté de Communes Loir-Lucé-Bercé - 2017/147

Eclairage Public - coupure de l'éclairage public une partie de la nuit
réf : 2017/137

Vu l'article L2212-1 du Code général des collectivités territoriales, qui charge le Maire de la police municipale,

Vu l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publique, et, notamment, l'alinéa dans sa partie relative à l'éclairage,

Vu la loi n° 2009-967 du 03 août 2009 de programmation sur la mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement, et, notamment, sont article 41,

Considérant, d'une part, la nécessité d'assurer la sécurité des usagers, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes et, d'autre part, celle de lutter contre la pollution lumineuse et les émissions de gaz à effet de serre,

Monsieur l'adjoint chargé des déplacements, des bâtiments et de l'énergie exprime la volonté d'engager des actions volontaristes en faveur des économies d'énergie et de la maîtrise de la demande en électricité et, dans ce cadre, indique qu'à certaines heures l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue.

Il expose que l'éclairage public relève des pouvoirs de police du Maire au titre de l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales. Le Maire dispose, à ce titre, de la faculté de prendre des mesures de prévention, de suppression ou de limitation de l'éclairage.

Les plages horaires envisagées de coupure de l'éclairage public sont les suivantes : une partie de la nuit de 23h 00 à 06h 00 en semaine et le week-end sur tout le territoire de la commune. Un bilan sera fait régulièrement afin d'ajuster si besoin ces plages horaires.

Les plages horaires ne s'appliqueront pas pour le lampadaire de la Croix Boisée repère 3.2 et le projecteur face à la boulangerie repère 4.6 qui restent allumées toute la nuit.

A l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

Taxe d'aménagement
réf : 2017/138

Vu l'article 28 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 créant la taxe d'aménagement,

Vu le décret n° 2012-87 du 25 janvier 2012 relatif aux exonérations de la taxe d'aménagement,

Vu le décret n° 2012-88 du 25 janvier 2012 sur la mise en oeuvre de la réforme de la fiscalité de l'aménagement,

Vu la circulaire ministérielle du 18 juin 2013 relative à la réforme de la fiscalité de l'aménagement,

Vu la loi de finances rectificative n° 2013-1278 du 29 décembre 2013

Vu l'instauration de plein droit de la taxe d'aménagement au taux de 1 % au 1er janvier 2012 pour la Commune de Marçon, dotée d'un Plan d'Occupation des Sols,

Vu la suppression de la Participation pour Voiries et Réseaux (PVR) et de la Participation pour Raccordement à l'Egout au 1er janvier 2015,

Considérant la nécessité de réaliser des travaux de voies et réseaux dans certaines zones constructibles,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de fixer le taux de la taxe d'aménagement à 2% à compter du 1er janvier 2015.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal décide de maintenir le taux de la taxe d'aménagement à 2 % à compter du 1er janvier 2018.

A l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

Exonération de la Taxe d'Aménagement Communale

réf : 2017/139

L'article L 331-14 du code de l'urbanisme autorise la commune à moduler librement le taux de la part communale de la taxe d'aménagement entre 1 et 5 %. Elle peut également sectoriser ce taux en fonction du niveau d'équipement de certaines zones (le Conseil Général peut moduler le taux de sa part départementale entre 1 et 2.5 %).

Par délibération du 24 novembre 2017, la Commune de Marçona instaurée la taxe d'aménagement à un taux de 2 % pour la part communale à partir du 1er mars 2012 (le Conseil Général a fixé la part départementale à 1.5 %).

Dans un souci d'équité, il est préférable de ne pas moduler le taux de la taxe d'aménagement en fonction du niveau d'équipement des zones (facteur indépendant du choix du constructeur), mais plutôt de financer ces équipements en fixant un taux homogène sur tout le territoire.

Monsieur Claude COCHONNEAU s'interroge sur la nécessité du bureau d'études et il demande pourquoi on ne peut pas faire appel à un seul prestataire pour l'étude et la réalisation des travaux.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal l'exonération de la taxe d'aménagement pour :

- Les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

A la majorité (pour : 13 contre : 0 abstentions : 2)

Finances :

M. le Maire présente la première situation des comptes de la commune.

M. le Maire évoque la diminution des emprunts.

Pacte sur la Ruralité

réf : 2017/140

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la motion sur "l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de ruralité", adoptée au Congrès national de l'Association de Maires Ruraux de France du 30 septembre et 1^{er} octobre 2017 à Poullan-sur-Mer (29),

"Motion sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité"

Nous, Mairies rurales réunies en Congrès et en Assemblée générale à Poullan-sur-Mer (Finistère) le 1^{er} octobre 2017 demandons au Parlement et au Gouvernement de se saisir d'urgence d'une Loi de programmation et de financement en faveur du développement des territoires ruraux. Elle doit porter une vision politique nouvelle et déterminée en faveur des territoires ruraux dans l'intérêt du Pays, de sa cohésion et de son équilibre.

Nos campagnes sont dynamiques, vivantes, solidaires et inventives. Elles sont une chance réelle pour notre pays dans une complémentarité assumée entre les territoires urbains et ruraux.

Pour la saisir, il faut redonner de la considération aux territoires ruraux et les mêmes capacités d'actions qu'aux territoires urbains. Il faut redonner espoir aux habitants et aux élus.

Ce combat, nous le menons malgré des années difficiles où les gouvernements successifs dévitalisent, par des mesures successives et sans fin, les communes et le ruralité de leurs compétences, de leurs moyens et des services nécessaires à leur dynamisme.

Parce que nous voulons construire NOTRE avenir, parce que nous avons la volonté de fabriquer demain :

- Nous avons besoin, en début de quinquennat, d'ingénierie réelle, d'une véritable simplification des procédures pour que des projets puissent voir le jour : éducation, santé, eau, assainissement, urbanisme et droit des sols, habitat, téléphonie, voirie, logement locatif, mobilité, culture,...

- Nous avons besoin de liberté et de souplesse en revenant sur les transferts obligatoires aux EPCI. De même qu'une lecture fine nécessaire au maintien en ZRR des communes qui en ont besoin (correction du décret ZRR qui exclut les communes en agglomération).

- Il nous faut dégager des moyens par des mécanismes de dotations dynamiques et pérennes, basés sur l'égalité entre urbains et ruraux, d'une péréquation plus forte.

Face à ce ras-le-bol général et pour défendre NOTRE futur, des centaines de maires se sont déjà réunis, grâce à l'action de plusieurs associations départementales pour faire entendre NOTRE voix, celle de la ruralité.

Ce fut le cas ces derniers jours dans l'Allier, dans le Puy-de-Dôme et le Lot. Ce sera le cas prochainement dans l'Eure et en Seine-Maritime. C'est aujourd'hui à Poullan-sur-Mer avec des congressistes venus de toute la France que les Maires ruraux s'engagent en faveur d'une Loi adaptée aux territoires ruraux. Avec esprit de responsabilité et combatifs, nous proposons, à partir des 150 propositions des Etats Généraux de la ruralité dans les prochaines semaines un texte à destination du Parlement.

Ce texte visera à faciliter la vie des communes rurales et de ses habitants, à partir du constat que les législations actuelles et successives sont toutes d'inspiration et à dominante urbaine.

Nous rappelons les Parlementaires à se saisir de cet appel pour le concrétiser. L'enjeu rural doit être véritablement pris en compte dans l'ensemble des textes de lois. Nous appelons solennellement toutes les communes rurales de France à adopter une délibération demandant le vote d'une Loi-cadre "communes et ruralités".

Après lecture faite, le Conseil Municipal, à Marçon.

APPROUVE l'ensemble du contenu de la motion par l'AMRF sur l'adoption d'une Loi en faveur des communes et de la ruralité;

S'ASSOCIE solidairement à la démarche de l'Association des maires ruraux de France en faveur d'une Loi-cadre "commune et ruralité".

Fait et délibéré en mairie, le 24 novembre 2017

A l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

Etude de faisabilité pour l'aménagement d'un EcoQuartier réf : 2017/141

M. le Maire soumet aux Conseillers Municipaux le projet de charte écoquartier présenté par la Direction Départementale des Territoires de la Sarthe – Service Urbanisme et Aménagement – Unité UD.

Mme Lydie BINARD a quitté la séance à 21h27.

Le Conseil Municipal, après examen et en avoir délibéré, décide :

de candidater la commune auprès de la DDT pour approuver la charte EcoQuartier.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Offre de terrain réf : 2017/142

M. le Maire soumet aux Conseillers Municipaux la proposition d'achat du lieu dit "Saint Lezin" cadastré section YH n°48 d'une superficie de 01 à 82 ca de droit de préemption formulée par Mme LEMARIE Danielle par lettre en date du 8 novembre 2017,

Vu le résultat du vote à l'unanimité,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- de faire une proposition d'achat à Mme LEMARIE Danielle pour 15€00 symboliques.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Salle communale - convention avec Mme Lagneau
réf : 2017/143

Monsieur le Maire expose Mme Pierrette LAGNEAU, professeur de Yoga souhaitant un contrat de mise à disposition de la salle (sauf pendant les vacances scolaires) à 200€00 à l'année, cette proposition lui a été transmise par mail.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide

- d'établir une convention avec Mme Lagneau pour une utilisation régulière 1/2 journée par semaine (2 heures) le mercredi matin pour un montant de 200€ à l'année.

A la majorité (pour : 12 contre : 2 abstentions : 0)

Personnel communal - Création d'une prime pour le personnel qui joue le rôle de tuteurs
réf : 2017/144

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant les positions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 1°)

concernant la création d'une prime pour le personnel qui joue le rôle de tuteurs.

Sur proposition de M. Le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide :

- Le calcul d'une prime fixée en fonction du nombre de semaines d'accueil soit 2 heures supplémentaires par semaine de stage.

A la majorité (pour : 12 contre : 2 abstentions : 0)

Désignation des représentants - Mr Godreau pour la commission Tourisme de la Communauté Commune
réf : 2017/145

Monsieur le Maire expose que pour la participation des élus du Conseil Municipal aux commissions de la CCLLB et la possibilité de voter.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide

- la désignation de Monsieur Godreau pour la commission de Tourisme de la Communauté Communes.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Eclairage Public - TEPCV
réf : 2017/146

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les travaux envisagés concernant l'éclairage public sur la commune de Marçon. Sur ce point, afin de pouvoir bénéficier des subventions de l'État dans le cadre de l'appel à projet TEPCV.

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les dossiers de demande de subvention auprès du Pays Vallée du Loir ;

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention TEPCV avec le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer permettant d'obtenir un financement des travaux de 45% sur un montant hors taxes avec un plafond à 18 122,78€.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Intercommunalité - Modifications des statuts de la Communauté de Communes Loir-Lucé-Bercé
réf : 2017/147

M. le Maire donne lecture de la délibération communautaire en date du 23 Novembre 2017, par laquelle la Communauté de Communes Loir-Lucé-Bercé envisage une modification statutaire motivée par :

- l'état d'avancement de la réflexion sur les modalités d'exercice de la compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (Gémapi), et la nécessaire adaptation des statuts conformément à la réglementation en vigueur (CGCT article L.5214-23-1);
- les démarches en cours en vue d'adhérer notamment à terme au Syndicat Mixte des Gens du Voyage pour faciliter l'exercice et la gestion de cette compétence ;
- Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), article L.5214-27 du même code permettant à la Communauté de Communes d'adhérer à un syndicat mixte sur simple délibération du Conseil Communautaire ;

Considérant par ailleurs :

- La nécessité d'extraire des statuts l'intérêt communautaire pour certaines compétences actuelles pour les faire figurer dorénavant dans les annexes statutaires de la communauté de communes, du ressort de la CC Loir-Lucé-Bercé ;
- La nécessaire adaptation des statuts conformément à la réglementation en vigueur et notamment les articles du CGCT L.5214-16 ;
- La proposition de suppression de la mention dans les statuts de la " participation au syndicat mixte des bassins de la Veuve et de l'Etangsort - lutte contre les nuisibles et entretien des cours d'eau (périmètre de la communauté de communes de Lucé)" ; (en raison de la prise de compétence Gémapi) ;
- Vu les statuts actuels de la communauté de communes Loir-Lucé-Bercé en vigueur tels que figurant à l'arrêté DIRCOL 2016 - 0639 du 7 Décembre 2016 créant la communauté de communes Loir-Lucé-Bercé ;
- Vu la présentation du projet de modification statutaire soumis aux conseillers municipaux ;
- Vu le CGCT et notamment son article L.5211-20 ;

Sur proposition de M. le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide

- Accepte la modification statutaire telle que proposée.

A l'unanimité (pour : 14 contre : 0 abstentions : 0)

Complément de compte-rendu :

Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 20 octobre 2017

Décisions du Maire

Acceptation pour des devis :

- Renouvellement Microtech pour l'antivirus.
- Entreprise Blot pour la clôture côté passerelle au camping.

Commission Travaux

- La salle de conseil, le carrelage est refait.
 - L'éclairage Public : le lancement de la consultation pour la rénovation .
- La présentation de deux entreprises qui ont répondu en respectant le cahier des charges. Le choix se fait sur décision de M. le Maire.

Commission Voirie

- La numérotation côté Beaumont sur Dême presque terminée.
- La réalisation du panneau des chemins de randonnée.
- L'avancée sur les travaux du PAVE.

Commission Scolaire

- Le retour sur le Conseil d'Ecole avec la question du retour ou non de la semaine à quatre jours.
- Le Projet Forêt, il reste à trouver un terrain.

Commission Culture Animation Tourisme

- La Gazette est en cours de finition.
- L'échange Franco-Allemand se déroule cet été (semaine du 14/07/2018), environs 80 jeunes.
- La proposition de Traid-Mud pour le 13 mai 2018.

Commission Communication

- Les ateliers PLUI, Mme Trotin parle de la réunion du matin.

M. le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a signé deux compromis de vente et un bail.

Prochaine réunion du Conseil Municipal sera le vendredi 15 décembre 2017.

La séance est levée à 23 heures 00.

En mairie, le 30/11/2017
Le Maire
Jean-Pierre CHEREAU